



**CAHIER THÉMATIQUE
DE PARTAGE DES CONNAISSANCES**

PARTICIPATION CITOYENNE

Participation citoyenne

RECHERCHE

Pratiques et initiatives de
lutte contre la pauvreté par
le développement social
intégré au Québec



Production

Réseau québécois de développement social (RQDS)

Recherche réalisée par

Lise St-Germain, Pierre-Joseph Ulysse et Frédéric Lesemann (2008)

Réalisation de la trousse de transfert des connaissances

Centre de recherche sociale appliquée-CRSA :

Lise St-Germain	Réalisation de la trousse avec la collaboration de :
Martine Fordin	Professionnelle de recherche CRSA
Danielle Forest	Professionnelle de recherche
Stéphanie Milot	Professionnelle de recherche CRSA
Lynn O’Cain	Collaboratrice au CRSA
Marie-Claude Camirand	Correction linguistique

Concept et outils d’animation :

Marie-Denise Prud’Homme
Lynn O’Cain
Amélie Gauthier, infographie, Ôze Publicité

Comité de travail et de suivi du RQDS :

France Fradette	Comité régional de développement social du Centre-du-Québec
Monica Jekovska	Comité régional de développement social du Centre-du-Québec
Sophie Duchaine	Réseau québécois en innovation sociale
Jean Tremblay	Institut national de santé publique du Québec
Clément Bergeron	Conférence régionale des élus de la Vallée du Haut-St-Laurent
Marie-Denise Prud’Homme	Consortium en développement social de la Mauricie
Christiane Lussier	Réseau québécois de développement social

Partenaires financiers

Financement de la trousse :

Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)
Ministère de la Santé et des Services sociaux. Gouvernement du Québec (MSSS)

Financement de la recherche :

Direction de l’innovation et du transfert, Ministère de Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)



Copyright © Réseau québécois de développement social, 2011.

ISBN 978-2-9812023-1-4

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives du Canada, 2011

Toute reproduction totale ou partielle par quelque moyen que ce soit est interdite sans le consentement de l’éditeur.

Pour citer le contenu de ce document :

St-Germain Lise, 2010.

Trousse de partage de connaissances et d’animation en développement social : Leçons et réflexions issues de la recherche « Pratiques et initiatives de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré au Québec », RQDS, Québec.

Table des matières

Introduction générale : la petite histoire de la démarche	4
Ensemble, cultivons le développement social !	5
Présentation de la thématique :	6
La participation citoyenne : participer, s'impliquer, s'engager...	
Concepts théoriques sur la notion de participation citoyenne.....	7
Leçons apprises de la recherche.....	10
Références bibliographiques	13
Journal de bord	14



Introduction générale

LA PETITE HISTOIRE DE LA DÉMARCHE

Ce cahier fait partie d'une série de sept cahiers thématiques portant sur des enjeux transversaux inscrits au coeur de neuf initiatives documentées dans le cadre de la recherche « Pratiques et initiatives de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré au Québec » (St-Germain, Ulysse et Lesemann, 2008). Celle-ci a été réalisée pour le compte du Réseau québécois de développement social. Six thématiques transversales s'en dégagent : le territoire, le leadership, la concertation, le rapport au politique, la participation citoyenne et finalement, le rapport aux savoirs. Une thématique synthèse est également proposée, celle-ci portant sur la mobilisation. Elle compose le septième cahier thématique.

Une trousse de partage des connaissances a été élaborée. Il s'agit d'un outil d'animation dont la finalité vise à ce que les intervenants du Québec oeuvrant en développement social puissent réfléchir, à partir des leçons apprises de l'étude, à leurs propres expériences, en considérant la spécificité de leur dynamique locale respective. Cette démarche fait donc appel à la capacité des intervenants de penser leurs propres actions de manière à en tirer une réflexion collective pouvant être réinvestie dans le développement des pratiques locales de développement social.

Par l'entrée des neuf initiatives, nous proposons, avec ce cahier thématique sur la participation citoyenne, un outil de réflexion permettant de questionner les enjeux et défis liés à la cette thématique, la manière dont ceux-ci s'actualisent et s'incarnent dans les pratiques et la dynamique locale et régionale puis d'en faire une réflexion critique afin de dégager des pistes d'action favorisant le renouvellement des pratiques.

Le cahier thématique comporte sept sections :

- 1) L'introduction générale permet de retracer l'historique de la recherche et de la démarche de transfert.
- 2) La présentation du concept Ensemble, cultivons le développement social !
- 3) Cette section présente la thématique de la concertation, du point de vue des initiatives étudiées.
- 4) La quatrième section aborde la thématique du point de vue conceptuel.
- 5) La cinquième section est consacrée aux leçons apprises dans la recherche.
- 6) Cette section donne les références bibliographiques utilisées.
- 7) La sixième section propose un journal de bord afin de consigner vos commentaires.



Ensemble, cultivons le développement social !

LES RACINES...

Les activités de partage des connaissances ont été développées autour de la thématique du jardin. Cette analogie entre le développement social et le jardinage se veut une façon imagée de porter un regard global et systémique sur nos pratiques. Chaque concept théorique de la recherche a donc été associé à un élément du jardin.

Tout comme on cultive un jardin, les pratiques de développement sociales doivent être organisées et structurées afin de réaliser des actions, de récolter ce que nous avons semé. Si, dans le jardin, toute une communauté (insecte, plantes, racine, soleil...) se met en action afin de permettre aux légumes et aux fleurs de s'épanouir, on observe l'équivalent dans nos organisations.

Comme les plants d'un jardin avec ses fruits et ses racines, la participation citoyenne est à la base des pratiques de développement social. Le jardin est la communauté qui fleurit et qui se bâtit en harmonie, en respectant le potentiel de chacune des plantes, afin de miser sur ces forces et enrichir ses faiblesses. Elle est à la fois la base et l'objectif.

Majeure dans les pratiques de développement social tout comme dans le jardin, il importe de mieux comprendre les aspects liés à la pratique de la participation citoyenne afin de s'assurer de meilleurs résultats et une implication plus grande de la collectivité dans son développement.



La participation citoyenne : participer, s'impliquer, s'engager....

Au coeur des expériences que nous avons explorées lors de la recherche sur les pratiques de lutte contre la pauvreté en développement social, la question de la participation citoyenne s'est présentée comme une dimension centrale, voire même la finalité et le fondement des processus de développement social. Les initiatives étudiées ont révélé de nombreuses pratiques innovantes en matière de participation citoyenne.

L'idée de participation traverse les approches et elle englobe plusieurs conceptions. Alors que pour les uns, la participation s'inscrit dans la communauté et dans le débat public, pour les autres, elle est d'abord une étape qui se vit dans les organisations à petite échelle ou par le biais de projets très précis. Elle se manifeste aussi dans la représentativité des structures démocratiques, qu'elle soit inscrite dans les processus eux-mêmes de développement des collectivités ou au sein des organisations et des structures décisionnelles. Ainsi pour les citoyens, la participation pourrait s'avérer l'aboutissement d'un processus de pas à pas : d'abord participer à un jardin communautaire, tenter ensuite une expérience plus ouverte sur le quartier dans le cadre d'un comité de citoyens, avoir envie et se sentir capable de représenter ses pairs dans un comité de partenaires, vivre l'expérience d'un conseil d'administration dans un organisme et enfin, oser s'investir dans un établissement scolaire de l'école de son quartier. Ainsi la participation prend forme au travers de multiples espaces : un projet d'entraide, un projet de développement local, l'organisation d'une fête de quartier, un comité de travail, la revitalisation d'une ruelle, mais aussi dans des processus de participation de type délibératifs tels : des consultations publiques, des forums citoyens, une assemblée de quartier, etc. Le défi de rejoindre les citoyens et les citoyennes est commun aux neuf initiatives étudiées et à tous les acteurs. Le territoire vécu est largement sollicité dans les stratégies de mobilisation : parc, stationnement, centres commerciaux, événements publics, activités de quartier, ruelle, milieu de vie spécifique à des groupes de populations, etc.

Les objectifs de la participation citoyenne ne sont pas toujours les mêmes. Certains viseront davantage le renforcement de la démocratie locale en lien avec les processus de participation publique et sociale. D'autres verront la participation citoyenne comme le moteur du lien social, une occasion d'inclure dans l'action des personnes isolées et/ou exclues ou une obligation de mixité. Pour d'autres encore, elle sera tout simplement la voie privilégiée pour se rapprocher le plus étroitement possible de la population.

La perception de la participation citoyenne est traversée par plusieurs dimensions : l'idée d'un niveau de participation, d'une finalité de la participation, d'un processus de participation et de stratégies de mobilisation. Le sens peut alors prendre plusieurs directions selon la conception adoptée de la participation. L'enjeu de la participation citoyenne ne saurait être posé de manière indépendante de celui de l'ouverture à la différence et de la mixité sociale, entendus comme la cohabitation des diverses catégories de populations à la croisée des initiatives de développement social : les personnes qui travaillent, les personnes sans emploi, les jeunes, les personnes âgées, les familles, les personnes seules, les scolarisées, les peu scolarisées, les fragiles et les moins fragiles, etc. Bien que les initiatives étudiées révèlent une capacité certaine de mobilisation citoyenne et que celle-ci se présente comme l'ultime légitimité des actions, plusieurs enjeux, tensions et questions importantes continuent de se poser dans la pratique du développement social intégré :

- Est-ce que toutes les catégories de citoyens ont la même chance de participation ?
- Quelle place occupent les citoyens dans le cadre des espaces de participation où siègent de multiples acteurs (institutionnels, élus, décideurs, organismes, individus) ? De quelle manière gère-t-on la mixité ?
- Comment relève-t-on le défi de l'innovation dans l'adaptation des mécanismes de participation lorsqu'il y a mixité de représentation citoyenne ? Comment gère-t-on et opérationnalise-t-on les processus d'accompagnement et de vulgarisation de l'information ?
- Quelle place occupe la formation à la participation citoyenne ?
- Est-ce que les stratégies de mobilisation maximisent la capacité de rejoindre les citoyens ?



CONCEPTS THÉORIQUES SUR LA NOTION DE PARTICIPATION CITOYENNE :

La littérature sur la notion de participation citoyenne est abondante. L'objectif visé de cette fiche est de présenter les principales définitions retenues aux fins de notre démarche. La liste des références utilisées se trouve en dernière section de ce cahier.

La notion de participation citoyenne est utilisée par une multitude d'acteurs (communautaires, privés, institutionnels) qui soutiennent le développement des communautés, que ce soit dans une perspective de développement social, de développement local, de revitalisation de quartier ou de renouvellement des institutions démocratiques (Mercier, Bourque, St-Germain 2009).

Par ailleurs, une série d'études ayant été menées auprès de citoyens (Rabouin 2008, Lamoureux 1999 et 2001, Lemieux 2004, Nolin 2005, Forest et St-Germain (2010), Fordin et St-Germain 2010) se sont appliquées à dégager, du point de vue des citoyens, les motivations et les obstacles à leur participation dans l'exercice du développement de la citoyenneté. Ces études révèlent des constats communs :

- les motivations des citoyens sont autant d'ordre personnel que collectif;
- l'accompagnement et les mécanismes de facilitation s'avèrent primordiaux pour stimuler les efforts et maintenir la volonté des citoyens de demeurer impliqués;
- les processus de mobilisation eux-mêmes constituent un facteur déterminant de la mobilisation des citoyens.

Par ailleurs, certaines de ces études révèlent que la notion de participation citoyenne est très peu utilisée par les citoyens eux-mêmes qui évoquent davantage les termes « participer, s'impliquer ou s'engager » pour définir leur niveau de participation à la vie en société. Ces niveaux sont hiérarchisés par les citoyens et reflètent une certaine conception de la participation. Par exemple, ils associent à la notion d'engagement les leaders de communauté. L'implication réfère à du « temps long » alors que « participer » évoque une implication ponctuelle. (Fordin et St-Germain, 2009).

On ne pourrait aborder la question de la participation citoyenne sans parler de son rapport au politique, donc du lien entre société civile et état. Certaines études (Lamoureux 1999, Lesemann et Ulysse 2005) insistent sur les liens étroits entre l'affirmation des droits sociaux et la participation. En ce sens, la participation citoyenne dans son aboutissement conduit à une réaffirmation des droits fondamentaux, individuels et collectifs.

Les auteurs classent la participation citoyenne en trois catégories : participation sociale (civile), participation publique et participation politique.



PARTICIPER, C'EST PRENDRE PART À...

QUAND LA PARTICIPATION EST SOCIALE...

La participation sociale peut prendre diverses formes, comme le travail rémunéré, l'investissement humain et financier dans un projet communautaire, le bénévolat, l'engagement dans les institutions démocratiques, etc. Elle peut aussi être plus informelle comme l'implication dans sa propre famille. Elle se vit en premier lieu dans le lien entre l'individu et ses proches, et se développe ensuite dans les relations entre l'individu et ses différents milieux de vie à l'école, au travail ou dans la vie communautaire (Thibault, Lequin, Tremblay 2000 dans Brault 2009).

QUAND LA PARTICIPATION EST PUBLIQUE...

La participation publique, c'est l'action de prendre part aux décisions collectives au sein du gouvernement, d'une institution publique ou d'un organisme de la société civile (groupe communautaire, association, etc.). Elle est un acte de citoyenneté et elle permet de saisir diverses opportunités pour enrichir la société et contribuer à son développement. C'est une condition essentielle du développement de la communauté et de l'amélioration de la qualité de vie des personnes. C'est un acte qui s'apprend (Thibault, Lequin, Tremblay 2000 dans Brault 2009).

QUAND LA PARTICIPATION EST POLITIQUE...

La participation politique, c'est l'exercice direct ou indirect du pouvoir, c'est-à-dire le fait de pouvoir être élu et celui de pouvoir élire. La participation politique est liée à notre système de démocratie. La participation politique est aussi le droit de s'associer et de participer à des instances décisionnelles formelles de gouvernance comme des conseils d'administration d'organismes publics ou institutionnels. La participation prend forme tant au niveau municipal, provincial que fédéral. La participation politique dans notre société est un droit. (Thibault, Lequin, Tremblay 2000 dans Brault 2009).

En nous inspirant des travaux de Lemieux (2004) et de ceux de Thibault et al. (2000), nous pouvons, dans un premier temps, définir la participation citoyenne comme étant l'exercice et l'expression de la citoyenneté dans ses dimensions sociale, publique et politique, chacune de ces expressions ayant ses propres finalités et ses propres ancrages de participation.

La participation sociale

Transformer et agir sur les politiques, les structures sociales et les normes sociales par l'implication à la société civile (...) non pas dans les partis politiques ou les instances paragouvernementales, mais plutôt dans des associations et des mouvements plus ou moins organisés qui cherchent à défendre et à faire reconnaître des droits sociaux, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle internationale.

La participation publique

S'inscrire dans le débat public (prendre part) en regard des enjeux sociaux, économiques et politiques des décisions publiques, comme débattre d'un enjeu de développement dans le quartier ou une communauté, assister à une assemblée municipale ou participer à une consultation publique.

La participation politique

L'exercice du pouvoir direct ou indirect (élire et se faire élire) de décision dans l'espace public. Lemieux (2004)



EXPRESSIONS DE CITOYENNETÉ ET FORMES DE PARTICIPATION.

TABLEAU SYNTHÈSE

<p>PARTICIPATION SOCIALE OU CIVILE</p>	<p>Transformer et influencer les politiques, les normes et les structures sociales au niveau macro social et au plan des communautés locales.</p>	<p>Société civile : mouvements et associations indépendantes de l'État et des institutions publiques.</p> <p>Comités de quartier, comités de citoyens, conseils d'administration d'associations volontaires (organismes non gouvernementaux, communautaires, etc.), engagement bénévole, instances et projets de développement des communautés.</p>	<p>Défense et accès aux droits sociaux : revenu, éducation, santé, travail, etc.</p>
<p>PARTICIPATION PUBLIQUE</p>	<p>Prendre part aux débats publics : débattre des enjeux économiques, politiques et sociaux des décisions publiques; intervenir dans la communauté, à travers les instances locales institutionnelles ou autonomes.</p>	<p>Institutions et opérations publiques de consultation.</p> <p>Lieux et organes de liberté d'expression : médias, manifestations, pétitions, instances et projets de développement des communautés.</p>	<p>Partage du pouvoir politique entre les élus, les institutions et les citoyens.</p>
<p>PARTICIPATION POLITIQUE</p>	<p>Exercice du pouvoir direct et indirect (élire et être élu/s'associer, participer à diverses instances décisionnelles).</p>	<p>Élection (provinciale, fédérale, municipale,) référendum, commission parlementaire, etc.</p> <p>Structures décisionnelles formelles institutionnalisées et liées au pouvoir de l'État ou d'une municipalité (conseil d'administration d'organismes publics).</p>	<p>Délégation du pouvoir entre les mains des élus ou représentants mandatés.</p>

Ce tableau est tiré d'un ouvrage de Mercier, Bourque, St-Germain (2009 : 26). Il propose une synthèse des travaux de Lemieux pour le compte du Conseil permanent de la Jeunesse (2004) et de ceux de Thibault, Lequin et Tremblay (2000).



Leçons apprises de la recherche

LA PARTICIPATION SOCIALE

Les actions répertoriées englobent un projet d'entraide, un projet d'économie sociale, un service d'échange local, un comité de travail, l'organisation d'une fête de quartier, la participation à une consultation publique, un forum citoyen, une assemblée de quartier, l'implication dans un comité de parents, des projets d'emploi, la revitalisation d'une ruelle, etc. Ces activités, ces projets et ces lieux ont pour caractéristiques de favoriser l'accès des individus à des services ainsi qu'à une meilleure qualité de vie.

Figurent aussi dans cette catégorie des lieux d'engagement, de l'implication bénévole et de la formation, dont l'importance est de favoriser le renforcement du tissu social local au moyen d'un travail de réinscription dans des réseaux d'entraide, de solidarité et d'apprentissages collectifs où se développent différents types d'« intelligence citoyenne ».

D'autres espaces sont conçus en vue d'augmenter le niveau de participation des individus dans les structures organisationnelles et décisionnelles des organisations : conseil d'administration, comité exécutif, table de concertation, comité d'évaluation, comité de pilotage, comité de recherche, comité de travail ad hoc, etc.

LA PARTICIPATION PUBLIQUE

Elle prend surtout la forme de la participation aux diverses commissions parlementaires par le dépôt de mémoires, d'avis, d'activités de sensibilisation. Elle prend aussi la forme traditionnelle de revendications par les pétitions.

La participation publique prend forme également dans l'ensemble des stratégies mises en œuvre visant à influencer les programmes publics (par exemple les politiques d'aménagement du territoire). Donc, dans l'exercice du développement de projets auquel participent des citoyens, des intervenants, des élus et des décideurs se situent des espaces de débats publics qui impliquent de débattre d'enjeux de société liés aux choix stratégiques du développement des projets.

Elle passe par l'effort d'innovation dans plusieurs projets négociés dans le cadre des programmes et politiques publics nationaux, provinciaux et municipaux (éducation, santé, logement, ruralité, etc.).

Cette pratique s'appuie sur une importante stratégie médiatique, présente dans les organisations et initiatives où des mobilisations populaires d'envergure ont été menées pour changer et modifier le cours du développement de la vie des communautés locales dans le rapport au pouvoir des populations.



LES LEÇONS APPRISSES CONCERNANT L'EXERCICE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Les projets et les comités de travail centrés sur la réalisation des actions sont des espaces privilégiés pour nourrir la participation sociale.

Les structures démocratiques internes aux organisations et les comités de travail sont les espaces qui favorisent l'apprentissage de la démocratie participative si la participation est vécue comme un objectif d'apprentissage et inscrite dans une démarche pédagogique et d'accompagnement.

Le territoire joue un rôle central dans les stratégies de mobilisation citoyenne dans toutes les initiatives. Le territoire vécu favorise la mobilisation.

La participation est un processus par étape pour les citoyens et demande que les processus de développement prévoient ces étapes.

L'accompagnement est au coeur des processus participatifs qui durent dans le temps ainsi que des pratiques qui ont su intégrer les personnes plus exclues et marginalisées. Il implique un processus de préparation, d'adaptation, de suivi et de vulgarisation.

La capacité d'inscrire l'action citoyenne dans la sphère publique en interpellant la dimension politique du développement social, en ébranlant les schèmes de représentation, en provoquant les débats et en obligeant à changer les paradigmes se révèle aussi dans toutes les initiatives étudiées.

La participation citoyenne est la source la plus légitime du développement des actions et de la pertinence des initiatives qui en découlent. Elle assure le rapport de force le plus certain au regard des enjeux politiques.

La valorisation et la reconnaissance des réussites et des efforts de participation citoyenne dans leur pratique formelle et informelle sont toujours présentes dans les stratégies évoquées par les intervenants.

À PROPOS DE L'ACCOMPAGNEMENT

L'accompagnement dans la pratique de participation citoyenne implique une capacité d'interprétation des univers de représentation des uns et des autres, une capacité de traduction de l'interprétation que donne une personne ou un groupe d'une situation en fonction de la position que la personne ou le groupe occupe objectivement (le pouvoir et l'influence réelle en fonction de son rôle, de ses ressources et de la reconnaissance que les autres accordent). Il s'agit donc, à l'échelle des relations entre les individus et petits groupes qui participent à différents niveaux, de gérer les mêmes tensions qu'entre les catégories d'acteurs engagés dans les processus de développement social intégré tels les acteurs institutionnels, communautaires, publics, politiques, privés. Au coeur de ces tensions s'inscrivent le rapport au pouvoir et la réelle capacité d'agir en fonction des ressources dont chacun dispose et en fonction de la reconnaissance réelle de la spécificité de leur contribution.



ILLUSTRATION DE PRATIQUES

PROGRAMME DE REVITALISATION DES ANCIENS QUARTIERS DE SALABERRY-DE VALLEYFIELD

La corporation PRAQ (Programme de revitalisation des anciens quartiers) est née en 1997 à la suite du constat d'une enquête de milieu plutôt sombre. L'enquête mettait en évidence la précarité des conditions de logement et la défavorisation socioéconomique des résidents. « Cette recherche-action visait à ne pas isoler le logement de son environnement immédiat ». Avec cette étude, il y avait une volonté de « faire quelque chose de plus global, des activités dans le quartier, de l'animation dans les territoires ». Cette enquête a alors fourni les arguments pour enclencher une mobilisation dans le milieu.

À la suite d'une première assemblée publique, trente-trois organisations présentes ont fait consensus pour « arrêter la roue de la pauvreté, tout le monde ensemble ». L'idée d'un processus de revitalisation venait de prendre forme au niveau d'un projet collectif. Le processus du diagnostic s'est poursuivi et plusieurs organismes, des citoyens et des élus, ont participé à ces focus group qui visaient à pousser plus loin l'analyse sur la question du logement, mais aussi sur d'autres thématiques : « vie économique et scolarité », « santé », « vie communautaire » et « aménagement ». Plus de 180 personnes ont été impliquées dans ce processus. Tout un travail de sensibilisation des élus et de différents ministères s'est amorcé dans un contexte propice d'élections municipales.

L'EXERCICE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Une participation sociale activée par :

Le **volet soutien à la vie communautaire aux écoles et familles**, qui a permis la mobilisation de cinq écoles dans un programme communautaire favorisant de nombreux nouveaux espaces de participation pour les familles et l'accès aux loisirs, aux arts, aux sports et à la culture. Ce volet, qui met en dialogue parents, professeurs, intervenants et directions d'école, agit sur la transformation des rapports sociaux et favorise des changements dans la structuration des services.

Le **volet communautaire**, par la mise en place d'un local de quartier, par des cuisines collectives parents-enfants, par l'organisation d'une fête de quartier organisée avec approche d'empowerment encourageant la mixité sociale, favorisant une appropriation de son milieu de vie et contribuant à renforcer le lien social.

Le **volet socioprofessionnel** où, dans le cadre d'une intervention en muséologie sociale, les jeunes participent à des projets d'envergure en art de la photographie urbaine et engagée. L'expression artistique des jeunes, dans leur démarche d'insertion socio-professionnelle, favorise un dialogue avec la communauté sur la vision des quartiers, car les jeunes proposent à la communauté, par leurs photos, leurs textes et leurs expositions, une vision différente de la communauté génératrice de transformation. Puisque l'exposition se déploie dans une démarche itinérante dans les lieux publics de la ville, les jeunes s'approprient l'espace public et ont un accès privilégié à la parole publique.

UNE PARTICIPATION PUBLIQUE ARTICULÉE AUTOUR DE :

La gestion d'un programme public d'habitation et l'adoption d'une politique municipale de logement, précédée de l'enquête et du diagnostic auxquels ont participé citoyens, élus, intervenants et institutions.



Références bibliographiques

CHOINIÈRE, Marie-Hélène et Luc RABOUIN. *Vers une école de la citoyenneté urbaine*, Étude des besoins de formation en matière de participation citoyenne, Centre d'écologie urbaine de Montréal, rapport de recherche, 2007, 41 p.

FORDIN Martine et Lise ST-GERMAIN. *Point de vue citoyen sur la participation citoyenne. Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières*, rapport de recherche, 2009, 39 p.

LAMOUREUX Jocelyne. *Citoyenneté et pensée métisse. Pratiques réflexives de quatre sites de citoyenneté du Québec*, rapport de recherche dans le cadre des projets du Conseil de la coopération culturelle, Conseil de l'Europe, Éducation à la citoyenneté, 1999, 105 p.

LAMOUREUX Jocelyne. *Marge et citoyenneté*, Sociologie et société, Vol. 23, no. 2, 2001, p.29 à 47.

MERCIER, Clément, sous la direction de Denis Bourque avec la collaboration de Lise St-Germain. *Participation citoyenne et développement des communautés. Enjeux, défis et conditions d'actualisation*, ARUC-ISDC, 2009, 78 p.

LEMAY BRAULT Marie Joëlle. *La participation citoyenne. Un engagement contagieux. La boîte à outil pour défendre et nourrir l'accessibilité*, Comité d'action des personnes vivant des situations de handicaps, Québec, 2009.

LEMIEUX Richard. *Remixer la cité. La participation citoyenne des jeunes québécois issus des minorités visibles*, Conseil permanent de la jeunesse et Conseil des relations interculturelles, 2004, 126 p.

ST-GERMAIN Lise, Pierre-Joseph ULYSSE, Frédéric LESEMANN. *Pratiques et initiatives de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré au Québec*. Rapport synthèse, Développement social, Vol. 8, no. 2, décembre 2007, supplément, 16 p.

ST-GERMAIN Lise, Pierre-Joseph ULYSSE, Frédéric LESEMANN. *Initiatives locales et pratiques de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré au Québec*, rapport de recherche, rapport soumis au Réseau québécois en développement social, Montréal, 2007, 198 p.

THIBAULT, André, Marie LEQUIN et Mireille TREMBLAY. *Cadre de référence de la participation publique*, Groupe de travail sur la qualité de la participation formé à la suite du forum sur le développement social, 2000, 26 p.



JOURNAL DE BORD

On conseille à toute personne qui cultive un jardin ou un potager de créer son journal de bord afin d'y noter ses observations et ses expérimentations, ceci dans le but d'apprendre de sa pratique. Ce journal laisse également une trace de son action afin de mieux planifier l'année suivante.

Tout comme le font les jardiniers, nous vous invitons à utiliser et conserver ce journal de bord afin de noter vos commentaires, vos observations et vos réflexions en lien avec vos pratiques de développement social.

Parmi toutes les références scientifiques que vous pourriez consulter, votre journal de bord du développement social constitue la meilleure source de renseignements possible, car il concerne VOTRE pratique et qu'elle est unique en soi.

En faisant l'analogie avec le jardinage, voici ce que vous pouvez noter dans votre journal de bord :

1. LA TEMPÉRATURE... DU SOL, DE L'AIR

Votre état d'esprit actuellement ? _____

Le climat de la concertation _____

L'esprit du groupe _____

2. LES CONDITIONS EXCEPTIONNELLES (ORAGES VIOLENTS, SÉCHERESSE, GÈLE...)

La conjoncture sociale, politique, économique _____

L'actualité locale, régionale, provinciale... _____

3. L'ARROSAGE

Vos réflexions _____

Vos inspirations _____

Vos idées _____

Tout ce qui peut nourrir l'action ! _____

4. LES PLANTES OU INSECTES INDÉSIRABLES

Les éléments nuisibles du développement _____

Les obstacles, les freins, les échecs... _____

Les mauvaises influences _____

Les moyens pour améliorer la situation _____

5. LES RÉCOLTES (QUANTITÉ, QUALITÉ...):

Les succès _____

Les bons coups _____

Les réussites _____

6. L'ENTRETIEN DU SOL (COMPOST, QUALITÉ, TERREAU, ENGRAIS...)

Les innovations _____

Les formations _____

Les personnes ou les organisations ressources _____



